



Révolution - 4 novembre 2017

Pierre Laurent

Chers amis, chers camarades,

En plein conflit mondial, il y a cent ans, le 20^{ème} siècle s'est ouvert par une immense promesse : la Révolution d'Octobre.

Une révolution qui revendique « *le pain, la paix, la dignité* », dans une Russie tsariste en pleine décrépitude, qui tente de faire triompher l'appropriation sociale des travailleurs dans un monde capitaliste et impérialiste en pleine expansion et en pleine guerre.

Cette promesse d'octobre 1917, la magnifique exposition d'affiches disponible en cet Espace Niemeyer, les nombreuses conférences et débats qui se sont tenus, l'ont à la fois illustrée et fait revivre, en ont éclairé la portée.

- *Je remercie Alain Gesgon, Lydia Samarbakhsh, Frédéric Genevée, Corentin Lahu, Marie-Pierre Boursier, l'ensemble des camarades bénévoles du PCF, etc... qui, par leur présence et leur engagement ont assuré le succès de ce mois d'initiatives-*

Ces 3 semaines autour de la Révolution russe de 1917 ont permis de réévaluer ce moment de l'histoire et de l'aventure révolutionnaire humaine. Elles nous conduisent depuis deux jours à **réfléchir à l'actualité de l'idée de révolution aujourd'hui**, pour mieux repenser les chemins de nouvelles révolutions.

On appelle souvent révolution en politique des moments d'accélération, de précipitation de l'histoire.

Ces trois semaines de réflexion nous auront aussi servi à prendre conscience des temps longs dans lesquels elles s'inscrivent.

Les journées d'octobre 1917 en Russie, ou celles de juillet 1789 en France, cristallisent des processus profonds, au cours desquelles se renforce et s'exprime la conscience populaire et politique de la nécessité de bouleverser les rapports sociaux.

Nous vivons une telle période, où se cherchent les voies de nouvelles révolutions des rapports sociaux.

C'est pourquoi, pour nous communistes et révolutionnaires du 21^{ème} siècle, ces 3 semaines furent aussi une invitation à réinventer, dans les conditions et les rapports de force d'aujourd'hui, les transformations révolutionnaires dont la France, mais aussi notre monde ont besoin.

Le capitalisme mondialisé est à la fois hyper puissant et dominateur, mais désormais miné par des contradictions dont l'ampleur le rend incapable d'assurer l'avenir et même à terme la survie de l'Humanité.

La révolution russe, son accélération en octobre 1917, ne naît pas de rien ; elle n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle plonge ses racines dans le développement du mouvement ouvrier et de la pensée de Marx, tout au long du 19^{ème} siècle et dans celle de Lénine au début du 20^{ème}.

Pour retrouver la portée qu'elle eut en France et en Europe, il faut entendre les âpres luttes de classes du 19^{ème} siècle, les révoltes ouvrières si durement réprimées. Il faut entendre la révolte des canuts à Lyon, leur chanson « *c'est nous les canuts, nous sommes tout nus...* ».

Il faut entendre les prolétaires français partant « *à l'assaut du ciel* » selon la formule de Marx, à deux pas d'ici, avec la Commune de Paris.

72 jours d'héroïsme éblouissants .

72 jours conclus par la semaine sanglante avec l'écrasement de la Commune et près de 10 000 morts.

Dix semaines dont les révolutionnaires de toute l'Europe tireront beaucoup de leçons.

Pour entendre 1917, il faut avoir en tête Fourmies, ce 1^{er} Mai 1891, sa manifestation pacifique pour demander la journée de 8 heures et la réponse implacable de la bourgeoisie qui voit là une insupportable atteinte à sa domination rapace, jusqu'à tuer de nombreux manifestants dont le plus jeune avait 11 ans et le plus âgé 30.

C'est dans ce monde-là que surgit 1917, dans ce monde où la machine de guerre des rivalités impérialistes se déploie à toute force, indifférente à la boucherie humaine qu'elle déchaîne, broyant les hommes et la nature et où, en 3 ans, plus de deux millions d'hommes trouvent la mort sur le seul Front oriental.

Face à ce système, l'idée socialiste que Balzac, déjà, avant Marx, nommait « communisme », progresse. Mais nulle part, à l'échelle nationale, elle ne parvient à l'emporter depuis la glorieuse mais si cruellement éphémère Commune de Paris.

Et surgit 1917.

En février, le peuple russe balaie le tricentenaire tsariste et, en octobre, en quelques jours, il fait basculer l'histoire du monde.

« La cause pour laquelle le peuple a lutté : proposition immédiate de paix démocratique, abolition du droit de propriété sur la terre des propriétaires fonciers, contrôle ouvrier de la production, création d'un gouvernement des Soviets, cette cause est assurée » dira le Comité Révolutionnaire dans sa déclaration du 25 octobre à 10 heures.

Dès le 26, c'est le Décret sur la paix face à la boucherie impérialiste de la Première Guerre mondiale .

Puis le 27, un projet de règlement sur le contrôle ouvrier qui donne aux ouvriers la maîtrise de l'entreprise.

La révolution s'étend dès lors tous azimuts.

Elle ébranle jusqu'au tréfonds les logiques impérialistes d'asservissement des peuples et, par là même, les fondements du colonialisme comme instrument de domination des plus grandes puissances.

Le décret sur la paix est plus clair que jamais :

« Si une nation est maintenue par la force dans les frontières d'un État donné, si, malgré le désir exprimé de sa part [...], on ne lui accorde pas le droit de trancher par un vote libre, sans la moindre contrainte, après l'évacuation totale de l'armée de la nation à laquelle elle est rattachée [...] la question des formes de son existence politique, alors son rattachement est une annexion, c'est-à-dire une conquête et un acte de violence »

Et bientôt, librement, la Finlande devient indépendante. Faut-il rappeler qu'au même moment, on razziait dans l'Empire français pour envoyer en première ligne les troupes coloniales ?

La Révolution d'Octobre, parce qu'elle touche au cœur du capital, parce qu'elle s'attaque en même temps à mille dimensions de l'aliénation et de l'exploitation, **doit, dès sa naissance, faire face à une lutte des classes internationale féroce.**

Tout est fait pour écraser ce spectre rouge qui hante l'Europe, annoncé par le « Manifeste du parti communiste » de Marx et Engels et qui cherche alors les voies de son incarnation mondiale dans le chaos de la guerre mondiale et d'un capitalisme éruptif.

Comment Octobre, malgré la propagande de guerre, aurait-il pu, dès lors, échouer à trouver le large écho mondial qu'il rencontra effectivement ?

Comment Marcel Cachin, directeur de *L'Humanité*, qui avait 2 ans au moment de l'écrasement de la Commune et 22 au moment de Fourmies, pouvait-il ne pas applaudir devant la jeune République des Soviets défrichant des territoires nouveaux dans l'histoire de l'humanité ?

Comment ne pas soutenir de toutes ses forces la promesse généreuse et fougueuse de ce « pays adolescent » pour citer Maïakovski ?

Ce pays qui semble donner des contours de chair à ce qui n'était qu'une sorte de rêve...

Bien sûr, aujourd'hui nous connaissons la suite, la logique de guerre imposée par les forces impérialistes coalisées, les tentatives de réforme de la Nouvelle Politique Economique (NEP) pour sortir de la crise et de la famine, la mort de Lénine, les promesses non abouties et puis, malgré l'essor économique, le processus émancipateur qui s'enlise dans un système contre-révolutionnaire, répressif, dictatorial et inhumain : le stalinisme.

C'est le paradoxe du grand souffle de 1917.

Il aura généré des processus révolutionnaires et anti-colonialistes qui auront balayé tout le siècle.

Il placera encore l'Union Soviétique, pourtant déjà saignée par les purges staliniennes, à la tête de la lutte contre le nazisme, prolongeant un temps son prestige de la libération.

Mais il aura inexorablement dégénéré vers un système stalinien monstrueux dont l'URSS ne se relèvera finalement jamais.

Nous n'oublions rien de cette histoire, ni le souffle de 1917, ni la puissance irrésistible d'un peuple qui décide de prendre en mains son destin ; ni l'impasse d'un système qui nie le pouvoir démocratique de ce peuple.

Pour nous, communistes français, la leçon a été longue et douloureuse à tirer. Mais elle est tirée définitivement.

Il n'y a pas de processus révolutionnaire abouti sans un développement ininterrompu de la démocratie, dans tous les domaines. Aussi âpre soit le chemin, la démocratie, l'action et la maîtrise consciente du processus politique par le peuple n'est pas négociable .

C'est la condition de la réussite.

Là est un fondement et une condition de notre projet politique.

En 1973, Georges Marchais (dont une exposition, qui succédera à celle-ci et sera inaugurée le 27 novembre, rappellera l'apport qui fut le sien, à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de sa disparition), publia un essai, « *Le Défi démocratique* » qui agira ensuite telle une onde de choc pour le PCF.

Ce défi démocratique était lancé, expliquait-il, tout à la fois à la société et au Parti communiste.

Il s'agissait de trouver une réponse neuve à une situation elle-même inédite, celle d'une crise globale et durable qui ne faisait que commencer.

Sa conviction était que cette réponse serait un progrès continu de la démocratie. La démocratie comme but et comme moyen de la révolution.

Cette réponse, nous la faisons nôtre aujourd'hui, **avec une force renouvelée.**

Nous la faisons nôtre dans l'échange et le travail commun avec chacune et chacun de ceux qui ne se résignent pas à un monde et à une société de plus en plus injustes et inégaux, avec chacune et chacun de ceux qui veulent décider de leur propre destin pour que les solutions à ce monde en crise soient **imaginées, construites, réalisées par eux, dans le partage et la démocratie.**

Oui, nous l'affirmons plus fort que jamais :

Nous ne combattons jusqu'à la racine ce système capitaliste, où les richesses et les pouvoirs sont concentrés comme jamais. Nous ne le dépasserons pour une nouvelle logique de développement humain que si la démocratisation, la diffusion et l'extension des pouvoirs dans les mains du plus grand nombre est continue, que si se substituent aux logiques actuelles une utilisation solidaire et partagée des immenses richesses créées aujourd'hui par le travail et les savoirs.

Le capitalisme n'étendra plus les droits humains.

Il tente chaque jour désormais de les restreindre pour perpétuer sa domination.

L'émancipation humaine sera désormais indissociablement sociale, féministe, démocratique, écologiste et pacifiste.

Tel est donc notre cap : l'extension continue et planétaire des droits humains par la démocratie, pour le progrès social solidaire, l'avenir écologique, la liberté féministe, le refus de tout racisme, pour la maîtrise partagée des richesses et des savoirs et le droit à la paix.

Le 21^{ème} siècle est le siècle qui, le premier, va se confronter, à l'échelle de la planète toute entière, à la question du post-capitalisme.

Le système capitaliste s'est mondialisé et a acquis, à la fin du 20^{ème} siècle, une hégémonie politique provisoire.

Mais on sent bien qu'il se montre de plus en plus incapable de répondre aux nombreux défis contemporains, qu'il s'agisse de la justice et de l'égalité dans la mondialisation, des enjeux écologiques, de la nécessité d'un usage collaboratif du numérique ou encore de la qualité du travail avec des salariés qui sont de plus en plus formés grâce au progrès de l'éducation.

Le système capitaliste mondialisé n'est plus capable de porter les promesses d'épanouissement et d'émancipation humaine.

Le monde craque et le monde souffre. Il est entravé, dans ses développements, par les logiques de la rentabilité financière à outrance et par l'exacerbation de la concurrence alors qu'il faudrait développer la coopération et le partage.

L'heure est venue d'œuvrer concrètement au dépassement de ce système.

A l'heure du réchauffement climatique et des dégradations environnementales menaçant l'espèce humaine tout entière, qui ne voit que le capitalisme freine avec toute son énergie les révolutions écologiques nécessaires, comme l'atteste encore ces jours-ci l'affaire du glyphosate ?

A l'heure de la prolifération du terrorisme, né dans les plaies de la guerre, des inégalités, des prédatations néo-coloniales, qui ose nommer la racine du mal, ce monde déréglementé, brutal, foncièrement inégal ?

A l'heure des trafics en tous genres, touchant tous les continents, qui est prêt à s'attaquer aux spéculations et spoliations financières qui nourrissent ces trafics au lieu de permettre le développement de l'humanité ?

Qui est décidé à s'attaquer à la privatisation des richesses du travail humain par le système bancaire et financier, aux 80 milliards d'euros d'évasion fiscale soustraits à la France, aux 1 000 milliards d'euros soustraits de l'UE (3 fois le budget de la France !), aux 14 000 milliards d'euros (près de 50 fois le budget de la France, la 6^e puissance mondiale !) qui grenouillent dans les paradis fiscaux ?

Cette terrible contradiction entre des possibilités inouïes de répondre aux besoins humains et un monde tiré en arrière par la rapacité des multinationales et l'obésité de la finance génère désormais un chaos et une instabilité politiques chroniques.

Les crises politiques frappent, presque successivement, tous les pays d'Europe, comme on l'on voit dernièrement en Espagne, avec aussi un sinistre retour au premier plan des extrêmes droites, notamment en Allemagne avec l'entrée au Bundestag des néo-nazis.

Ceux qui tiennent le manche l'ont bien compris, à commencer par le Président Macron qui n'a pas intitulé par hasard son livre de campagne « Révolution », et parle à propos de l'Europe d'une nécessaire « refondation ».

Les tenants de la classe possédante savent que le statu quo est impossible.

Mais leur révolution, c'est celle du Guépard de Visconti : « *il faut que quelque chose change pour que tout continue comme avant* ».

En réalité, nous vivons bien le temps des révolutions.

Les savoirs explosent, la productivité du travail est exponentielle et la révolution numérique bouleverse la donne.

L'ordre ancien craque car il paraît fou de n'utiliser ces immenses potentiels qu'au service d'une minorité mondiale de plus en plus restreinte mais de plus en plus indécentement riche et puissante.

Enfermé dans les logiques capitalistes, le monde, avec les immenses pouvoirs que donnent à ceux qui les détiennent les possibilités créatrices du 21^{ème} siècle, devient dangereux.

Tout appelle à de nouveaux rapports sociaux et c'est cette révolution contre laquelle les tenants du système capitaliste s'arc-boutent.

La révolution, les révolutions deviennent dès lors l'objet d'une bataille d'idées intense et renouvelée.

Macron et les siens en ont conscience. Les révolutions, leur sens, se gagnent dans les têtes, dans la conscience politique de tout un chacun.

Cette conscience, ils la travaillent, là aussi avec une puissance médiatique qui a changé d'échelle. Ils essaient de la modeler pour leurs propres objectifs. Il leur faut imposer à tout prix l'idée que l'organisation normale de toute société suppose « *des premiers de cordée* » et l'immense masse des autres, « *ceux qui ne sont rien* » qui sont donc destinés à suivre les premiers.

Mais Monsieur Macron, qui étaient les premiers de cordée dans la Russie de septembre 1917 ?

Qui d'autres, sinon les oligarques tsaristes, les propriétaires des terres qui exploitaient les moujiks !

Karl Marx, dans cette extraordinaire anticipation, avait une fois de plus vu juste :

« Le capital [...] est en fait, dans son mouvement pratique, aussi peu déterminé par la perspective d'un pourrissement futur de l'humanité [...] que par l'éventuelle chute de la Terre sur le soleil. Dans toute escroquerie financière, chaque actionnaire sait que la tempête arrivera un jour, mais chacun espère qu'elle tombera sur la tête de son voisin après que lui-même aura recueilli la pluie d'or et l'aura mise en sécurité. Après moi, le déluge : telle est la devise de tout capitaliste ».

Alors, pour éviter le déluge, nous sommes devant un choix.

Car si **la révolution qui pourrait libérer la société de ces entraves est vraiment à l'ordre du jour du 21^{ème} siècle**, cela ne veut pas dire qu'elle adviendra.

Si cette révolution des rapports sociaux ne se produit pas, nous pouvons au contraire aller vers un monde de plus en plus brutal, violent et inégalitaire, un monde où la domination de puissances multinationales risque de devenir extrêmement pesante, s'insinuant dans tous les choix de nos vies quotidiennes et dans le contrôle de nos libertés.

Une chose est sûre, les choses ne resteront plus en l'état.

Le monde est entré dans une instabilité très profonde.

A nous d'en faire émerger le meilleur et non le pire.

Le Parti communiste aborde ces défis de manière offensive.

Plus que jamais, nous n'entendons pas rester spectateurs des évolutions et révolutions en cours.

Nous entendons être des acteurs utiles à notre peuple pour qu'il prenne en main son destin.

L'humanité a les moyens à peu près de tout faire mais elle ne peut pas tout se permettre.

Mais qui alors va choisir ?

Qui se donnera les moyens de choisir ?

Qui décide ce que l'entreprise doit produire, où elle doit produire, de quelle façon, par quelles méthodes, en utilisant quelles matières premières, quelles énergies ?

Ces décisions sont aujourd'hui aux mains des seuls représentants des actionnaires. Et on sait qu'ils n'ont qu'un cap : les dividendes.

Est-ce raisonnable ? Est-ce humainement tenable ?

Un immense mouvement pour la démocratie doit permettre aux salariés, aux chercheurs, aux agriculteurs, aux citoyens, aux habitants de quartiers, aux locataires, aux jeunes, aux étudiants et lycéens, aux usagers des services publics... de maîtriser les lieux de pouvoir ou d'en créer de nouveaux.

De nouvelles formes de démocratie et d'appropriation sociale, participatives, coopératives, délibératives, doivent étendre considérablement le champ actuel des pouvoirs populaires.

Comment travailler, au service de quels objectifs, dans l'intérêt de qui ?

Comment produire, consommer, faire société dans la ville et sur tout le territoire ?

Comment s'émanciper individuellement dans la solidarité du développement de tous ?

Chacune de ces questions a droit à une réponse démocratique à mille lieux de la confiscation et de l'opacité de la plupart des pouvoirs aujourd'hui.

Le communisme, pour nous, c'est précisément le mouvement continu de cette émancipation humaine contre toutes les dominations, toutes les aliénations.

C'est un mouvement continu de conquête démocratique.

Le communisme est avant tout un processus pour une mise en commun des capacités humaines et des ressources naturelles démocratiquement décidée, progressivement construite et sans cesse renouvelée.

L'invention d'une nouvelle République, d'un nouvel âge de la démocratie est au cœur de notre projet communiste.

Dans le monde interdépendant qui est le nôtre, cette bataille des pouvoirs se mène à toutes les échelles, locale, nationale, européenne, mondiale.

La révolution aujourd'hui est multiforme et elle ne se résume pas à la seule conquête du pouvoir d'Etat, aussi important soit cet enjeu, à la condition de repenser ainsi très profondément la formation de l'état.

Nous voulons, partout et en toutes circonstances, susciter, encourager les mouvements pour des conquêtes citoyennes, concrètes, immédiates.

En construisant des services publics, en créant la Sécurité sociale, les colonies de vacances, le tourisme social, la politique du logement social..., les communistes ont œuvré à la révolution contre les pouvoirs du capital.

Aujourd'hui, ce sont toutes les pratiques et les expérimentations sociales, démocratiques, écologiques qui sont les terrains de ces luttes.

Nous voulons rendre notre communisme plus quotidien, plus concret, mieux ancré dans les contradictions de l'époque.

Nous devons nous-mêmes construire des pouvoirs sur les moyens considérables que nous offrent les technologies numériques.

Nous voulons, en multipliant les initiatives de solidarités concrètes, les espaces citoyens de délibérations, les fabriques solidaires, libérer toutes les énergies démocratiques, leur donner sens et possibilité de s'associer.

En un mot, nous voulons faire le pari d'un nouveau progrès humain en chemin contre les logiques qui en entravent le développement.

Pour plagier Saint Just, nous affirmons que le progrès social et écologique est une idée neuve en France et en Europe !!!

C'est pourquoi, par exemple, nous venons de décider de tenir, face à l'offensive anti-sociale de Macron, des Etats Généraux du progrès social, le 3 février 2018.

Car notre résistance n'est pas défensive, elle est porteuse de projet.

Nous allons, dans les jours qui viennent, mettre à disposition des Cahiers du progrès social pour soumettre nos propositions, recueillir celles des citoyen-ne-s, des salarié-e-s, acteurs associatifs, culturels, économiques...

Ensuite, nous organiserons une première étape nationale de cette campagne, le 3 février prochain, par la tenue d'états généraux du progrès social, ouverts à tous les citoyen-ne-s et à toutes les forces qui partagent cette démarche.

Ils seront un lieu où se mêleront les témoignages des luttes, l'expression des revendications, mais aussi et surtout les propositions et la construction de solutions.

Un lieu aussi où d'autres étapes de cette campagne pourront être proposées pour porter, par la mobilisation populaire, les mesures indispensables à une révolution sociale.

Faire révolution aujourd'hui, c'est donc pousser en avant tous les potentiels émancipateurs dans la société, dans le travail, dans l'affirmation des individus, dans le recul des processus de confiscation des richesses, dans la démocratie.

La révolution du 21^{ème} siècle, nous la concevons comme un processus de long terme qui se développera probablement de manière inégale et diverse à l'échelle de la planète, mais avec des dimensions internationalistes et mondiales de plus en plus fortes.

En effet, quelle que soit la poussée révolutionnaire, émancipatrice ou démocratique, où qu'elle se produise, elle a besoin d'une dimension internationale pour tenir dans la durée.

Sinon, les logiques de la mondialisation et la puissance de concentration du capital financier deviennent des obstacles difficilement surmontables. Voilà pourquoi, nous nous attelons à la construction de convergences des luttes solides et durables entre forces européennes comme nous le ferons les 10, 11 novembre lors du Forum européen de Marseille.

La question écologique, la question de la paix, oui une nouvelle fois de la paix quand tant de menaces pèsent à nouveau, la lutte contre le pouvoir des transnationales sont des enjeux majeurs de cette lutte mondiale.

Le combat féministe, la conquête d'une égalité pleine et entière des femmes est assurément aussi l'un des chemins les plus puissants de la nécessaire révolution des rapports sociaux au 21^{ème} siècle.

Nous n'oublions pas qu'en Octobre 1917, lorsque le « gouvernement ouvrier et paysan » est mis en place, Alexandra Kollontaï fait partie de ce gouvernement.

C'est la première femme ministre au monde.

En France, à cette époque, les femmes n'ont même pas le droit d'avoir un compte bancaire à leur nom !

Et le PCF, près de 10 ans plus tard, sera poursuivi en justice pour avoir présenté des femmes aux élections municipales !

Ce combat, les femmes qui prennent aujourd'hui la parole contre les violences sexuelles nous le rappellent avec force, est très largement devant nous.

C'est la conjugaison de tous ces mouvements, leur capacité à trouver du sens en commun qui feront ou non un processus révolutionnaire.

C'est pour mener ce combat avec une efficacité repensée que le Parti communiste veut changer, mener à bien le processus de sa propre révolution.

Les communistes fixeront dans quelques jours l'ordre du jour de leur Congrès, lors de l'assemblée des animatrices et animateurs de section qui se tiendra à la Cité des Sciences de la Villette, le 18 novembre prochain.

La ré-invention du Parti communiste, pour en faire une force capable d'affronter ces défis, est la condition de sa fidélité à son idéal révolutionnaire.

Ce chantier, ces chantiers, nous allons les engager avec confiance et détermination.

Chers amis, chers camarades,

Cent ans après 1917, nous n'irons pas prendre d'assaut ce soir le central téléphonique et le Palais de l'Élysée.

Après 1789, 1871, 1917, 1945 puis 1968, c'est une autre révolution qui est à l'ordre du jour de l'humanité, de nouveaux chemins de révolution que nous avons à ouvrir ensemble.

En 2017, face aux défis gigantesques qui s'additionnent, il est temps qu'une implication populaire durable, et non seulement insurrectionnelle, pousse et prolonge dans tous les domaines, par la conquête citoyenne permanente, les processus révolutionnaires qui cheminent et se cherchent.

Cette implication, c'est ce que nous nommons « Le communisme de nouvelle génération ». et c'est à la penser que nous aurons consacré avec bonheur ce mois de débats.

* _ * _ * _ *